



Cette brochure est un outil de discussion et de sensibilisation, une initiative conjointe de l'Initiative de solidarité avec la Grèce qui résiste et Ander Europa. Elle est une contribution à la campagne de solidarité organisée par la Plate-forme "Avec les Grecs". Dernière mise à jour: 4 juin 2015.

(Een gelijkaardige brochure in het Nederlands is beschikbaar op www.andereuropa.org/brochures)

Cela fait cinq ans déjà, depuis mai 2010, que la Grèce fait la une de l'actualité sur l'Union Européenne (UE). Pour qui ne suit que les grands titres des médias, il peut même paraître que la Grèce a provoqué une crise en Europe dont nous tous risquons de payer le prix fort. Rien n'est plus éloigné de la vérité, et dans cette petite brochure, nous allons essayer d'expliquer quelles sont les véritables raisons de la tragédie grecque, et comment elle n'est que l'expression la plus claire des politiques antisociales de l'Union Européenne (UE). Ces politiques ne concernent pas que la Grèce : les citoyens du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande, des pays de l'Est eux aussi ont été gravement touchés par les politiques d'austérité, et en Belgique également, nous avons l'expérience de plus en plus amère de ce que veut dire la gestion néolibérale de la société.

Est-ce que la Grèce est à l'origine de la crise en Europe ?

Ceux qui désignent la Grèce comme la racine de tous les maux que vivent les Européens ces dernières années devraient expliquer comment un petit Etat, dont l'économie ne concerne que 2% de celle de l'UE, pourrait causer une crise si profonde du plus grand bloc économique mondial. C'est un non-sens évident. Ce qu'on appelle « la crise de l'euro » est le résultat de deux facteurs. Tout d'abord, une nouvelle crise du système capitaliste hautement financiarisé, annoncée par la chute de la banque américaine Lehman Brothers en 2008. Et deuxièmement, les principes caducs sur lesquels les leaders européens ont bâti la monnaie unique, et les politiques absurdes avec lesquelles ils essaient de sauver leur euro. Nous reviendrons dans cette brochure sur ces deux aspects.

Mais les Grecs, ne sont-ils pas les premiers responsables de leurs maux ?

Les Grecs, n'ont-ils pas falsifié leurs chiffres pour pouvoir entrer dans l'euro ? N'est-ce pas un pays corrompu où les riches, les armateurs, l'Eglise orthodoxe ne payent pas d'impôts ? Il est vrai que les précédents gouvernements grecs, sociaux-démocrates (PASOK) et démocrates-chrétiens (Nea Dimokratia), manipulaient les statistiques, avec l'aide de la banque d'investissement Goldman Sachs. Mais cela était parfaitement connu des responsables de l'UE, comme notre Didier Reynders l'a cyniquement reconnu de manière « décomplexée ». Ce ne sont donc pas « les Grecs » qui trichaient, mais une élite politique et financière qui en profitait... la même élite qui, de connivence avec la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International (ce trio tristement célèbre connu comme la **Troïka**) a fait saigner le peuple grec depuis 2010.

C'est vrai aussi que la Grèce est un des pays les plus corrompus de l'UE, avec un système fiscal encore plus inéquitable qu'ailleurs en Europe. Mais tous les gouvernements précédents s'en fichaient, trop de profiteurs se trouvant dans leurs rangs et parmi leurs amis. Christine Lagarde, ancienne ministre

française des finances en 2010, a remis une liste de quelques 2000 noms de probables grands fraudeurs fiscaux grecs à Athènes. Rien ne s'ensuivit, la liste semblait même « perdue ». Lorsque le journaliste *Kostas Vaxevanis* en a révélé l'existence, il a aussitôt été accusé d' « infraction à la vie privée »...

Mais voilà que le nouveau gouvernement SYRIZA, élu le 25 janvier dernier, décide de faire de la lutte contre la fraude fiscale l'un de ses axes principaux. Quelle a été la réaction de la Troïka face à ce qui, a priori, devrait être une bonne nouvelle, y compris de son point de vue ? Le chantage financier, les manoeuvres d'obstruction, la menace permanente... contre un gouvernement de gauche qui, le premier dans l'histoire grecque moderne, a la ferme intention de taxer les riches de façon plus équitable. ***Les responsables des maux des Grecs, c'est l'establishment grec, soutenu par les « élites » de l'UE.***

Qu'est-ce qui explique alors que la Grèce a accumulé une telle dette?

La « dette souveraine » (= publique) de la Grèce est aujourd'hui de 321,7 milliards euros, soit 175% du PIB ¹. Un montant énorme : pour la rembourser, les Grecs devraient travailler 21 mois sans rien consommer et abandonner tous les salaires et les profits réalisés dans le pays aux créanciers. Mais, nous dira-t-on, n'est-ce pas la preuve la plus claire que le pays a vécu au-dessus de ses moyens, et que finalement leur misère est la monnaie de leur pièce ?

Le premier constat est que la dette grecque était de 239 milliards en 2007, avant la crise financière internationale. Cela représentait 105 % du PIB, un niveau plus ou moins stable depuis 1993 et à peu près le même qu'en Italie et en Belgique dans les années '80-'90. Cette dette publique, certes importante, est analysée par l'économiste Michel Husson comme le résultat de taux d'intérêt extravagants jusqu'en 2000, combinés à des recettes fiscales insuffisantes à partir de cette année-là. Toujours est-il que la dette

[1] Produit Intérieur Brut : l'ensemble des richesses produites dans un pays en un an.

est aujourd'hui de 175% du PIB, après cinq ans de politiques austéritaires imposées par la Troïka.

Qu'est-ce qui peut expliquer une telle hausse vertigineuse de l'endettement national ? D'une part, **le PIB a diminué de 25%**, ce qui fait « mécaniquement » grimper la dette d'un tiers en pourcentage. D'autre part, les licenciements, les baisses des salaires, la fin des investissements (publics et privés)... bref, la politique de la Troïka, a encore diminué les recettes fiscales de l'Etat grec. C'est l'évidence même : **les politiques imposées par l'Europe et servilement exécutées par les gouvernements grecs, une alliance de partis de droite avec le parti socialiste (PASOK), ont empiré de façon dramatique l'état des finances publiques grecques.**

Un autre constat est que la dette publique ne peut certainement pas être invoquée comme explication générale à la crise en Europe. L'Espagne avait en 2007 un *surplus* budgétaire, et une dette de seulement 36% du PIB (en Allemagne, de 65% ; en Belgique, de 84%). C'était aussi le cas de l'Irlande, « Etat-modèle néolibéral » montré en exemple jusque-là, dont la dette n'était que de 25% du PIB... Pourtant ces pays ont connu un sort très similaire à celui de la Grèce, et les populations y ont été tout aussi brutalement soumises aux diktats néolibéraux.

Mais pourquoi un pays comme l'Allemagne prospère-t-il, et d'autres ne semblent pas trop souffrir, pendant que la Grèce, le Portugal, l'Espagne ... s'enfoncent dans la crise ?

Avant tout, il faut se défier absolument des jugements des « experts » quand ils parlent du « succès allemand » (ou autrichien, ou néerlandais ou finnois ...) : leur point de vue est celui des chefs d'entreprise, qui considèrent l'économie exclusivement en fonction de leurs propres profits. On nous claironne qu'en Allemagne, le chômage a diminué malgré la crise financière. Mais si le nombre de sans-emploi y diminue, le nombre de pauvres, lui, augmente en proportion. C'est que l'Allemagne a créé une couche de travailleurs pauvres, qui « bénéficient » des jobs à 1 euro « grâce »

aux réformes Hartz, introduites par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Et si les Pays-Bas sont un « succès », ce n'est certainement pas pour les jeunes, qui, à l'âge de 18 ans, y travaillent pour un salaire de ... 3,94 € de l'heure !

Bien sûr, si l'on écarte ce petit « détail », il est incontestable que l'économie allemande ne connaît pas la débâcle subie par la Grèce, le Portugal ou la Roumanie. L'Allemagne accumule, année après année, un excédent commercial colossal (217 milliards d'euros en 2014). C'est cet exemple que les autorités européennes recommandent à tous les Etats-membres. *Soyez compétitifs ! Diminuez vos salaires ! Augmentez l'âge de la retraite ! Exportez !* **Mais qui y songe un moment comprend l'absurdité de ce conseil.** C'est comme si une guerre pouvait être gagnée par tous les camps. C'est escamoter le fait que l'excédent de l'un est le déficit de l'autre. Le succès de l'Allemagne se base sur le dumping et se fait directement au détriment de ses « rivaux » européens. **Le modèle allemand n'est pas « exportable », et surtout pas l'exemple à suivre, loin de là !**

Faut-il en conclure que les responsables européens sont des imbéciles ?

Cette conclusion serait rassurante, parce qu'un jour, d'autres responsables comprendraient leur tort et changeraient de politique. Mais plutôt qu'imbéciles, nos leaders européens sont voués aux intérêts du Capital. Ils rêvent d'une Europe qui domine l'économie mondiale, une Europe néolibérale non handicapée par une Sécurité Sociale et des conventions collectives, et dont la monnaie unique batte le dollar sur les marchés internationaux.

Ce n'est donc pas une question de « convaincre nos autorités européennes » de changer de cap et de mener une politique « plus raisonnable », mais de combattre un opposant qui sert des intérêts très particuliers, contraires aux

nôtres, à travers ses politiques antisociales. L'orientation libérale de la construction européenne est inscrite dans les traités à partir de 1957, mais c'est surtout avec l'introduction de l'euro qu'on a trouvé les moyens d'imposer de façon autoritaire et antidémocratique une gestion dictée par les lobbys patronaux.

Mais alors, quelle est la différence avec les Etats-Unis, qui ont le dollar comme monnaie unique, mais où on n'y rencontre pas cette concurrence inter-étatique ?

Les Etats-Unis ne sont certainement pas un exemple de solidarité et de politiques sociales. Et pourtant, leur dollar ne cause pas l'antagonisme entre Etats qu'on constate en Europe, entre un centre et une « périphérie », un Sud plus pauvre et un noyau dur de pays dominants. Qu'est-ce qui explique cette différence ?

Il faut savoir que ceux qui ont construit l'euro ont choisi des principes très particuliers, appliqués nulle part ailleurs dans le monde. Au lieu d'être un instrument pour soutenir les Etats et leurs économies, la politique monétaire européenne soutient les « marchés » financiers. Les Etats-membres ne peuvent pas emprunter de l'argent auprès de la Banque Centrale Européenne, par contre, les banques privées y sont autorisées, et à des taux parfois très bas. Un gouvernement qui a besoin d'argent doit alors emprunter auprès des mêmes banques privées, à des taux d'autant plus élevés que les problèmes financiers sont plus pressants. On comprend les bonnes affaires que peuvent faire les banquiers, qui pratiquent sans scrupules des taux véritablement usuraires. Lorsque les problèmes financiers grecs s'aggravaient, ils demandaient des intérêts jusqu'à 35% à Athènes (tandis que l'Allemagne empruntait à 2%...), ce qu'aucun pays n'est en mesure de payer. S'il y a monnaie unique, il n'y a pas taux d'intérêt unique !

Never waste a good crisis !²

Et c'est ici qu'entrent en scène les autorités européennes, avec un petit jeu pervers. Vous ne pouvez plus emprunter sur le marché ? Bien, on va vous aider, on va créer des fonds qui vous prêtent à 3 ou 4%. *Mais vous perdez toute souveraineté, les agents de la Troïka s'installent dans vos ministères et dictent les règles* : diminuer les salaires et les pensions, neutraliser les syndicats, privatiser la propriété publique, libéraliser les services... : on connaît les obsessions des eurocrates.

Cette monnaie unique si « bénéfique » permet encore d'autres moyens de pression : la Banque Centrale Européenne menace (via des lettres secrètes, parce que la manœuvre est totalement illégale) de ne plus approvisionner en liquidités les banques privées. C'est le tour que la BCE a joué à l'Irlande et à l'Italie : rien de plus « convaincant » que le spectre d'une panique bancaire pour faire plier un gouvernement ! Dans le cas de la Grèce, depuis qu'elle a un gouvernement de gauche, la menace d'étranglement financier n'a même plus besoin de correspondance secrète : elle est avancée ouvertement.

Le mal congénital de l'euro

Déjà dans les années '90, des économistes – de gauche et de droite (comme le professeur libéral De Grauwe) – ont averti que les principes monétaires européens mèneraient à des problèmes ingérables. En effet, après l'introduction de l'euro, un pays perd les moyens de contrôler l'inflation, pour combattre une surchauffe de l'économie en haussant les taux d'intérêt, ou au contraire en les diminuant, pour stimuler l'activité si celle-ci connaît un ralentissement. Des économies aussi dissemblables que celle de l'Allemagne ou des Pays-Bas et celle de la Grèce ou du Portugal sont toutes régies par une seule politique monétaire décidée à Francfort.

[2] "Ne gaspillez jamais une bonne crise !"

L'UE elle-même ne s'est pas donné les moyens de « correction », tout d'abord parce que son budget dérisoire ne le permet pas et **que** les transferts sont explicitement défendus par les traités. Qui plus est, « le Pacte de Stabilité » de 1997 et toutes les règles budgétaires et autres imposées depuis 2010 dans le cadre de la « gouvernance économique » restreignent encore plus les moyens des Etats pour intervenir dans l'économie. Par contre, les capitaux privés ont toute liberté de jouer avec les produits financiers les plus exotiques et d'aller où bon leur semble (c'est même une des *libertés fondamentales* de l'UE !), profitant de l'argent bon marché et de l'absence de risques de change dans le grand espace-euro. Des bulles spéculatives, immobilières et autres, en résultent inévitablement et chroniquement. Lorsqu'elles éclatent, les banques risquent de sauter avec elles, les gouvernements se ruent à leur secours, les dettes et les déficits s'envolent...

Voilà de façon sommaire l'arrière-fond de la « crise de l'euro ». C'est un mal congénital, prévu depuis longtemps, et non-curable dans le cadre actuel de l'UE. On voit qu'à l'origine des difficultés de certains Etats-membres, nous avons affaire à tout autre chose qu'à des « pouvoirs publics gaspilleurs » ou à des « salaires excessifs ». Evidemment, dans un Etat mal géré, doté de revenus insuffisants, les citoyens souffriront encore davantage de cette crise. C'est le cas de la Grèce, tout comme de l'Irlande qui, avec ses cadeaux fiscaux extravagants aux entreprises s'est retrouvée extrêmement « exposée » et vulnérable quand le vent a tourné. Mais le fond du problème est donc ailleurs : dans la conception même de cette « Union » Européenne, qui n'a d'union que le nom.

Mais ne dit-on pas que les politiques d'austérité se sont montrées fructueuses au Portugal, en Irlande ... ?

On le dit certainement, et de fait, pour certains Portugais et Irlandais, cela est exact. Peu de patrons se sont plaint des baisses de salaire ni de la dérégulation du marché du travail, et on le comprend ! Idem pour les licenciements massifs : une armée de chômeurs convainc mieux que tous les

discours ceux qui ont un emploi ou en cherchent de se montrer « réalistes » et pas trop « regardants » sur la qualité de celui-ci. Mais, pour l'immense majorité de la population de ces pays, les fruits de l'austérité semblent plutôt amers. Sinon comment expliquer que l'émigration des Portugais est au niveau de celle au temps de la dictature salazariste, comme le note l'économiste Ricardo Paes Mamede ?

Et si on parle d'une reprise extraordinaires de l'Irlande, il faut savoir qu'un emploi sur 7 avait disparu dans la crise ; les nouveaux créés aujourd'hui ne sont donc que des emplois de substitution de ceux qui ont été perdus. Et souvent, des jobs de misère tels le « contrat à zéro heures », exigeant disponibilité 7 jours sur 7, mais avec une garantie de paie de seulement 15 heures par semaine ! Le temps partiel y est aussi très « populaire », à un point tel qu'un travailleur sur 6 vit sous le seuil de pauvreté. La perception du succès économique dépend surtout de quel côté de la barrière Capital-Travail on se trouve...

Qu'en est-il alors des centaines de milliards d'aide que l'UE a injecté en Grèce ?

Nous avons déjà indiqué que la dette de l'Etat grec juste avant la crise était de 239 milliards d'euros, ou 105% du PIB. C'était principalement une dette envers des banques privées, françaises d'abord (57 milliards d'euros), allemandes (34 milliards), belges, néerlandaises ... Comme expliqué plus haut, ces prêts ont rapporté gros aux banques, qui empruntaient à des conditions extrêmement favorables auprès de la Banque Centrale, et prêtaient ensuite à des taux beaucoup plus élevés aux Etats. Mais, fin 2009, la Grèce semble vraiment courir le risque de ne plus pouvoir rembourser ses dettes aux banques, certaines déjà touchées par la chute de Lehman Brothers, par la possession de « produits toxiques », etc. Ce qui suit est un scénario auquel on n'est que trop habitué : de grandes banques (« too big to fail ») se sont mises dans le pétrin ? Pas de problème, ce sont les pouvoirs publics qui assurent leur sauvetage en catastrophe !

Les autorités européennes se sont montrées d'autant plus empressées que leur construction monétaire risquait de s'écrouler, des fissures se faisant jour un peu partout. En mai 2010, un premier fonds de 110 milliards d'euros est constitué avec la participation de la BCE, du Fonds Monétaire International (FMI) et des Etats de la zone euro. Une aide aux pauvres Grecs de plus en plus touchés par la récession ? Pas du tout : cet argent public sert presque uniquement à rembourser les banques françaises, allemandes et autres. En 2012, un deuxième fonds est nécessaire, cette fois de 130 milliards. Certes, les créanciers privés ont consenti à renoncer à quelques 100 milliards d'euros (ce qu'on a appelé le « Private Sector Involvement », PSI), mais, d'une part, c'étaient principalement des détenteurs grecs, y compris des institutions de Sécurité Sociale, et, d'autre part, une perte était inévitable de toute façon.

Donc, si les leaders européens parlent d'aides royales octroyées à la Grèce, c'est de la monnaie que les Grecs n'ont jamais vue, et qui est dans les faits retourné directement dans les coffres des banques françaises, allemandes

Combien pourrait coûter la «négligence des Grecs » aux contribuables en Europe ?

Lorsqu'un gouvernement de droite était installé à Athènes, politiciens et médias en Europe parlaient plutôt des profits que faisaient les Etats de la zone euro en prêtant à la Grèce. Maintenant qu'un gouvernement de gauche a chassé Samaras et consorts, le ton a curieusement changé. « *Un défaut intégral de la Grèce coûterait près de 10 milliards d'euros à la Belgique* », titrait *l'Echo* du 7 janvier 2015, n'attendant même pas la victoire de SYRIZA. D'autres médias ont donné dans le même discours catastrophiste, jouant sur la peur, telle la chaîne radio française BMF affirmant effrontément : « *Au total, la France est ainsi exposée, dans le pire des cas, à hauteur de 48,3 milliards d'euros, soit 727 euros par habitant, ou environ 2,2% de son PIB* ».

Heureusement, tous les journalistes ne se prêtent pas à une telle démagogie. Dans *La Tribune* du 5 février 2015, on pouvait lire : « *L'annulation des deux tiers de la dette grecque coûterait 10,50 euros par an par contribuable français, au grand maximum.* ».

Une aide à la Grèce qui n'en est pas une, mais une saignée du peuple grec qui est bien réelle ...

Le transfert (à 80%) de la dette grecque auprès de banques privées vers des autorités publiques (ECB, FMI, Commission Européenne, pays zone euro) change la donne à plusieurs égards. Les idéologues de l'UE diront que, grâce à ce tour de passe-passe, la Grèce a pu « profiter » de taux d'intérêt beaucoup plus bas. Pourtant, des ministres de la zone euro (comme le ministre des finances des Pays-Bas, De Jager) se vantaient que leurs prêts à la Grèce rapportaient gros ! C'était tellement aberrant qu'on a dû diminuer les taux.

Mais ces prêts moins abusifs servaient toujours à rembourser des dettes, pas à redémarrer l'économie. On injectait du nouveau sang au patient exsangue, pour pouvoir continuer à le saigner ...

Deuxième constat : le changement de nature du créancier, passant du privé au public, ôte aux autorités grecques toute marge de manœuvre. On connaît l'adage : « *Si vous devez 1000 dollars à votre banque, vous avez un problème. Mais si vous lui devez un milliard, alors c'est votre banque qui a un problème* ». Mais les milliards, ce n'est plus à des banques que la Grèce les doit, c'est aux institutions de la Troïka.

Parmi elles, le FMI, qui peut prendre des mesures extrêmement drastiques contre des pays qui font défaut envers lui. Puis la BCE, dont on a déjà mentionné les menaces et chantage avec ou sans lettres secrètes. Et la Commission Européenne, les ministres de la zone euro, qui tiennent une victime docile dans leur toile, à laquelle ils peuvent imposer à volonté leur catéchisme de réformes. L'encadré plus haut énumère quelques-unes des conséquences catastrophiques pour la société grecque, qui est devenue le véritable laboratoire des politiques néolibérales de l'Europe.

Cinq ans de règne de la Troïka en Grèce

- Le PIB diminué de 25%
- Dette augmentée de 105% à 175% du PIB ;
- Chômage 27%, 750.000 emplois perdus, *180 000 entreprises ont fermé*, chômage de jeunes 55%
- seuls 15% du 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations.
- Revenu disponible des familles : moins 30%
- Salaires diminués de 38%, *pensions de retraite de 45 %*
- 40% de la population sous le seuil de pauvreté
- 800 000 personnes sans accès aux soins de santé
- Suicides : montée d'un tiers:
- Montée de l'extrême-droite néo-nazie (encore 9 % d'intentions de vote, malgré les procès contre Aube Dorée, suite aux assassinats que ce parti a organisés).
- ...

Quelle est alors l'intention du nouveau gouvernement SYRIZA ? Ne demande-t-il pas de nouveaux prêts de l'Europe ?

Absolument pas ! Le programme du gouvernement d'Alexis Tsipras est précisément d'en finir avec cette dépendance de la Grèce vis-à-vis des fonds européens, et de transformer le pays pour qu'il puisse, enfin, prendre son destin en main. C'est le premier gouvernement grec qui a la ferme intention d'organiser la perception de l'impôt de façon sérieuse, d'éliminer le népotisme, de lancer un ambitieux programme de création d'emplois. Pourtant, « curieusement », aucun gouvernement n'est plus contrecarré par l'UE que celui-ci. Les « Institutions » européennes contestent même l'intention de l'équipe d'Alexis Tsipras de lancer un programme

« humanitaire » pour venir en aide aux couches de la population les plus appauvries.

Ce qu'attend le gouvernement Tsipras de l'UE, c'est le droit de s'atteler d'urgence à cette tâche prioritaire. Cela clairement demande du temps... et un peu d'argent. Tout ce que réclame Athènes dans cette perspective, c'est le versement du reliquat de la deuxième tranche « d'aide », quelque 7,2 milliards d'euros. Mais tous les sommets, discussions et pourparlers en cours depuis février entre Athènes et Bruxelles n'ont mené à rien, l'UE rabâchant ses refrains sur les « indispensables réformes ».

Et c'est à la même surdité des leaders européens à laquelle Athènes se heurte quand elle parle de l'annulation négociée d'une partie de sa dette. C'est pourtant une évidence que le fait d'exiger que la Grèce continue à rembourser les 240 milliards « d'aide » réduit à néant toute possibilité de résurrection, pour ce pays déjà saigné à blanc. Une évidence confirmée par des économistes de renom comme Stiglitz, Krugman, De Grauwe, Piketty ... Le comble, c'est que le gouvernement allemand se rappelle si peu de sa propre histoire (voir l'encadré ci-dessous).

Un « Comité pour la vérité sur la dette grecque » a été mis sur pied par le parlement grec et a commencé à réaliser un audit de celle-ci, avec la participation d'experts internationaux, sous la coordination du belge Eric Toussaint, fondateur du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde. Les résultats pourraient se révéler très embarrassants pour les dirigeants politiques et financiers, et pas seulement en Grèce, pays très « apprécié » par l'OTAN et les armuriers (allemands et autres) pour ses commandes ruineuses de sous-marins et autres engins de première nécessité sociale...

L'Allemagne : Un pays qui devrait comprendre mieux que les autres

Pendant la Grande Dépression des années 1930, le gouvernement allemand devait payer des réparations de la Première Guerre mondiale selon un programme très strict (Plan Young). Conséquence: chute de la production économique de 25%, chômage de masse, ...
"Le plan Young a fait sortir les Nazis du bois", dit l'historien allemand Albrecht Ritschl.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les leaders français, anglais, américains ont fait preuve de plus de clairvoyance lorsqu'ils annulèrent plus de la moitié de la dette allemande (Conférence de Berlin, 1953), le reste n'étant dû que lorsque le pays aurait un excédent commercial.

Il n'est pas difficile de voir les parallèles avec la Grèce de 2015, y compris les agissements d'Aube Dorée, parti néonazi. Mais c'est trop demander des gouvernements allemand et autres ...

Que pouvons-nous faire alors, nous citoyens, syndicalistes, électeurs européens ?

La situation est extrêmement grave pour les Grecs, mais elle l'est aussi pour nous tous. Car si nous permettons aux leaders européens de poursuivre obstinément dans la même voie ultra-libérale, stimulés par leurs « succès » en Grèce, il ne restera bientôt plus rien de nos droits sociaux, des conquêtes de 150 ans de luttes. Si le gouvernement grec est contraint à capituler, jusqu'ici le premier et le seul sur le continent à s'être opposé aux diktats néolibéraux, on peut craindre que le 21^{ème} siècle en Europe ne s'ouvre sur une ère de régression généralisée, la fin des syndicats et la dictature pure et simple du Capital.

Par contre, si la Grèce réussit à provoquer une première brèche dans la forteresse néolibérale, d'autres succès peuvent suivre, en Espagne, en Italie, en France ... L'UE a beaucoup de pouvoir, mais elle n'a pas de légitimité. C'est son talon d'Achille, que nous devons exploiter pour remettre définitivement en cause sa logique perverse et suicidaire.

Soutenons les luttes en Grèce, et partout ailleurs en Europe où l'on résiste à ce pouvoir injuste et prédateur ! Ne laissons plus une minute de paix aux institutions de l'UE, si lointaines démocratiquement, mais à portée directe de nos mobilisations ! Combattons les politiques de notre propre gouvernement, qui veut s'ériger en champion de l'austérité européenne. Solidarité, c'est notre réponse à leur loi de la jungle !

Nous appelons donc à une

grande manifestation de solidarité avec la lutte du peuple grec et contre l'austérité en Europe

BRUXELLES, dimanche 21 juin 13.30h

Gare Centrale (Place de l'Albertine)



Pour plus d'informations sur les luttes en Grèce et les initiatives de solidarité :

- www.change4all.eu , informations sur les campagnes partout en Europe
- <http://www.syriza.gr/page/international.html>, site de SYRIZA
- <http://cadtm.org/Francais>: site du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) qui participe à l'audit de la dette grecque
- <https://initiativesolidaritebxl.wordpress.com>, groupe de Grecs à Bruxelles, solidaires des luttes dans leur pays
- www.andereuropa.org, site en néerlandais, informations et analyses des politiques de l'UE, calendrier des actions, brochures ...
- Deux documentaires intéressants: "**Puissante et incontrôlée, la Troïka**" (<https://youtu.be/nYGOWUrHcl0>) et "**La crise grecque, une faillite européenne**" (<https://youtu.be/yykN6hUUXPo>)

